

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION, DE LA PÊCHE,
DE LA RURALITÉ ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Direction générale de l'alimentation
Service de l'alimentation
Sous-direction de la sécurité sanitaire des aliments

Bureau des établissements d'abattage et de découpe
Tél. : 01.49.55.84.28
Courriel institutionnel : bead.sdssa.dgal@agriculture.gouv.fr

Bureau des établissements de transformation et de distribution
Tél. : 01 49 55 46 84
Courriel institutionnel : betd.sdssa.dgal@agriculture.gouv.fr

Adresse : 251, rue de Vaugirard - 75 732 PARIS CEDEX 15

Réf. Interne : MOD10.21 E 01/01/11

NOR : AGRG1223453N

NOTE DE SERVICE
DGAL/SDSSA/N2012-8107

Date: 22 mai 2012

A l'attention de mesdames et messieurs les préfets

Date de mise en application : Immédiate
Modifie : Note de service DGAL/SDSSA/ASP/N°2009/8283 du 13 octobre 2009.
Nombre d'annexe : 1
Degré et période de confidentialité : Aucun

Objet : Modification de la note de service DGAL/SDSSA/ASP/N°2009/8283 du 13 octobre 2009.

Référence :

Note de service DGAL/SDSSA/ASP/N°2009/8283 du 13 octobre 2009 relative aux modalités du contrôle officiel de la traçabilité dans les abattoirs de bovins (gros bovins et veaux), conformément à l'ordre de service d'inspection DGAL/SDSSA/N2011-8129 du 14 juin 2011.

Résumé : Cette note de service modifie la NS DGAL/SDSSA/ASP/N° 2009/8283 du 13 octobre 2009 relative aux modalités du contrôle officiel de la traçabilité dans les abattoirs de bovins (gros bovins et veaux), conformément à l'ordre de service d'inspection DGAL/SDSSA/N2011-8129 du 14 juin 2011. Elle modifie les modalités d'enregistrement dans SIGAL conformément à la LDL SDPPST/SDSSA/L2010-0013 du 11 octobre 2010.

Mots-clés : ABATTOIR - BOVIN - GROS BOVIN - VEAU – TRACABILITE - IDENTIFICATION - CONTROLE OFFICIEL

Destinataires	
Pour exécution : DD(CS)PP DAAF DTAM DRAAF (Suivi d'exécution A,S,C) DRIAAF (Suivi d'exécution A,S,C)	Pour information : BNEVP ENSV INFOMA DGCCRF DGS

La présente note modifie le paragraphe « **VII. Modalités d'enregistrement dans SIGAL** » en lien avec la LDL modifiée SDPPST/SDSSA/L2010-0013 du 11 octobre 2010 relative à la mise en œuvre du calcul de la note de risque et de la programmation des inspections dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments domaine 1 (selon les 3 axes : prévention, amélioration, surveillance, répression) et 2.

**Le Directeur Général Adjoint
Chef du Service de la Coordination
des Actions Sanitaires - C.V.O.**

Jean-Luc ANGOT



MINISTÈRE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION, DE LA PÊCHE, DE LA RURALITÉ ET DE
L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Direction générale de l'alimentation

Service de l'alimentation

Sous-direction de la sécurité sanitaire des aliments

Bureau des établissements d'abattage et de découpe

Suivi par : - Michèle CHEVALIER - Pascale PIETTE -

Pascale GILLI-DUNOYER

Tél : 01.49.55.84.28

Courriel : bead.sdssa.dgal@agriculture.gouv.fr

Service de la prévention des risques sanitaires de la
production primaire

Sous-direction de la santé et de la protection animales

Bureau de l'identification et du contrôle des mouvements
des animaux

Suivi par Sébastien RAULO

Tél : 01.49.55.82.75

Courriel : bicma.sdspa.dgal@agriculture.gouv.fr

Adresse: 251, rue de Vaugirard

75 732 PARIS CEDEX 15

Réf. interne: SDSSA/BEAD/PGD

MOD 10.23 A 03/09/08

Note de service

DGAL/SDSSA/ASP/ N2009-8283:

Date : 13 octobre 2009

Modifiée par la note de service DGAL/SDSSA/SDSPA N2011-8130 du 14 juin 2011

Date de mise en application :

immédiate

Abroge et remplace :

Note de service DGAL/SDHA/N96-8246 du 31 décembre 1996
relative à la collecte des documents d'identification et des
boucles de bovins en abattoir.

Date limite de réponse :

Nombre d'annexes :

3

Degré et période de confidentialité :

aucun

**Objet : Ordre de méthode relatif à l'ordre de service d'inspection DGAL/SDSSA/N2009-8282 sur
les modalités de réalisation du contrôle officiel de la traçabilité bovine en abattoir.**

Références :

- Règlement (CE) n°1760/2000 du Parlement européen et du Conseil du 17 juillet 2000 établissant un système d'identification et d'enregistrement des bovins et concernant l'étiquetage de la viande bovine et des produits à base de viande bovine et abrogeant le règlement (CE) n° 820/97 du conseil

- Règlement (CE) n° 911/2004 du 29 avril 2004 portant dispositions d'exécution du règlement (CE) 1760/2000 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les marques auriculaires, les passeports et les registres d'exploitation, dans le cadre du système d'identification et d'enregistrement des bovins, les contrôles minimaux à effectuer.
- Règlement (CE) n°178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires.
- **Règlement (CE) n° 853/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant des règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale.**
- Décret n°99-260 du 2 avril 1999 relatif à l'étiquetage et à la traçabilité des viandes bovines.
- Arrêté ministériel du 9 mai 2006 abrogeant l'arrêté ministériel du 3 septembre 1998 modifié relatif aux modalités de réalisation de l'identification du cheptel bovin
- Arrêté interministériel du 26 décembre 2000 modifié relatif à la pesée et à la présentation des carcasses de bovins.
- Arrêté du 1^{er} septembre 2010 portant extension de l'accord interprofessionnel du 30 juin 2010 sur le classement, le marquage, la pesée, et la présentation des carcasses de bovins de plus de 8 mois ainsi que la circulation des informations d'abattage.
- Note de service DGAL/SDSSA/N 2007-8013 du 11 janvier 2007 sur l'entrée en application de l'arrêté du 8 juin 2006 relatif à l'agrément des établissements mettant sur le marché des produits d'origine animale ou des denrées contenant des produits d'origine animale publié au JORF du 8 août 2006.
- Note de service DGAL/SDSPA/N2008-8124 du 28 mai 2008 relative à la gestion des bovins, ovins, caprins non identifiés et à la mise en œuvre des dispositions de l'article L 221-4 du code rural
- Note de service DGAL/SDSPA/N2008-8280 du 04 novembre 2008 sur les modalités de conservation des documents d'accompagnement des bovins abattus.
- Note de service DGAL/SDSPA/N2011-8070 du 22 mars 2011 : réalisation de contrôle sur place de l'identification dans les exploitations bovines, ovines et caprines autres que les élevages
- Autres références : cahiers des charges disponibles sur www.inst-elevage.asso.fr
CCOT (cahier des charges des opérations de terrain) – identification bovine en France – version 3.01 du 30 juin 2004.

Résumé : La présente note définit les modalités du contrôle officiel de la traçabilité dans les abattoirs de bovins (gros bovins et veaux), conformément à l'ordre de service d'inspection **DGAL/SDSSA/N2011-8129 du 14 juin 2011**. Elle contient une liste d'anomalies d'identification concernant les bovins. Elle définit les contrôles spécifiques à mettre en œuvre au titre de l'OSI DGAL/SDSPA/ N2011-8070 du 22 mars 2011 relatif à la réalisation de contrôle sur place de l'identification dans les exploitations bovines, ovines et caprines autres que les élevages.

Mots-clés : ABATTOIR – BOVIN – GROS BOVIN - VEAU –TRACABILITE– IDENTIFICATION – CONTROLE OFFICIEL

Destinataires	
Pour exécution :	Pour information :
<ul style="list-style-type: none"> - DDPP/DDCSPP - DAAF - DRAAF (suivi d'exécution A) 	<ul style="list-style-type: none"> - Préfets - IGAPS - UAS - ENV - BNEVP - ENSV - INFOMA - FranceAgriMer - Agence de services et de paiement (ASP) - Référents nationaux abattoir

Plan de la note :

I - Le contrôle des procédures liées à la traçabilité

II - Le contrôle de l'application des procédures liées à la traçabilité

A. Mise en œuvre de la traçabilité par l'exploitant sur l'animal vivant

B. Mise en œuvre de la traçabilité par l'exploitant sur la chaîne d'abattage

1 : Apposition du numéro de carcasse à l'encre alimentaire

2 : Cas particulier du retrait des oreilles avant la pesée fiscale.

III - L'enquête relative à la Prime à l'Abattage des Bovins (PAB)

IV - Contrôle de la notification des mouvements des animaux à la BDNI

V - Création d'une nomenclature des anomalies d'identification à relever à l'abattoir

VI - Mise en œuvre des contrôles au titre de la note de service DGAL/SDSPA/N2011-8070 du 22 mars 2011

VII - Modalités d'enregistrement dans SIGAL

Liste des annexes :

ANNEXE I : Mini-grille G08 : Procédures de traçabilité et de gestion des non conformités – abattage de bovins – de l'arrivée des animaux à la pesée.

ANNEXE II : Mini-grille E13 : Mise en œuvre des procédures de traçabilité – abattage de bovins – de l'arrivée des animaux à la pesée.

ANNEXE III : Nomenclature des anomalies d'identification des bovins à relever à l'abattoir

La présente note fournit une aide méthodologique ainsi que les supports d'enregistrement pour la mise en œuvre du contrôle de la traçabilité en abattoir de bovins tel que défini dans l'OSI **DGAL/SDSSA/N2011- 8129 du 14 juin 2011**. Le champ de ce contrôle couvre la traçabilité mise en œuvre pour les opérations comprises entre l'introduction de l'animal vivant et la pesée fiscale de la carcasse. La traçabilité à partir de la découpe de la carcasse ainsi que les procédures de retrait/rappel que l'exploitant doit mettre en œuvre au titre du règlement (CE) n°178/2002 ne sont pas traitées dans cette note. A compter de 2011, le champ de ce contrôle couvre également les notifications de mouvement à la BDNI.

Les mini-grilles jointes en annexes I et II portant sur les items G08 et E13 de la grille nationale abattoirs d'animaux de boucherie sont utilisées comme support des constats lors des inspections, elles comportent le détail des attendus. **Le contenu de ces grilles complétées ainsi que les descripteurs associés à la mini-grille E13 sont de saisie obligatoire dans SIGAL.**

Les éventuelles améliorations que vous pensez devoir apporter à ces documents seront transmises par courriel à bead.sdssa.dgal@agriculture.gouv.fr avec copie à assurance-qualite.dgal@agriculture.gouv.fr et bicma.sdspa.dgal@agriculture.gouv.fr. Les propositions seront examinées au cas par cas en concertation avec les référents nationaux abattoirs et, le cas échéant, le référentiel sera modifié.

Compte tenu de la mise en œuvre du bilan de santé de la PAC, qui a fait disparaître la prime à l'abattage en 2010 (hors DOM), l'enquête relative à la prime à l'abattage (PAB) confiée aux DD(CS)PP pour le compte de l'Agence de Services et de Paiement n'est plus à réaliser.

Le contrôle officiel de la traçabilité en abattoir tel que demandé dans l'OSI **DGAL/SDSSA/N2011- 8129 du 14 juin 2011** se déroule en deux temps :

- le contrôle des procédures de traçabilité figurant dans le plan de maîtrise sanitaire de l'abattoir,
- le contrôle sur site de l'application de ces procédures de traçabilité, et des notifications de mouvement à la BDNI y compris les demandes de corrections demandées par Normabev (agréé par arrêté du 9 décembre 2009 en tant que gestionnaire de la base de données nationale d'abattage des bovins).

Remarques importantes :

1. Les mini grilles de la présente note sont construites afin d'évaluer les modalités de contrôle de la traçabilité et donc la fiabilité du système mis en place dans le cadre du paquet hygiène (règlement n°853/2003 du 29 avril 2009 annexe II section II). Elles se décomposent en un contrôle de procédures et un contrôle de l'application de ces procédures. Il s'agit dans ce cas d'un contrôle de second niveau réalisé par l'inspecteur.

2. **Les guides d'évaluation qui s'appliquent aux mini grilles relatives aux items G08 – Procédures de traçabilité et de gestion des non conformités et E13 – Mise en œuvre des procédures de traçabilité sont disponibles sur le référentiel métier** accessible par le lien suivant : http://10.200.91.241/article.php3?id_article=1570&rub=600&id_rubrique=600&menu=3.

3. Les mini grilles et les guides d'évaluation ont été mis à jour en tenant compte des remarques formulées par les services déconcentrés.

Fléchage des missions liées à ces contrôles dans le Plan National d'Inspection

Le contrôle officiel de la traçabilité bovine est une mission d'inspection programmable par l'administration intégrée dans le PNI pour la valeur cible minimale. Un OSI précisera la fréquence minimale requise pour la réalisation du contrôle documentaire des procédures de traçabilité et du contrôle sur site de leur application .

I – Le contrôle des procédures liées à la traçabilité

Le règlement (CE) n°178/2002 en son article 18 impose au professionnel que la traçabilité des denrées alimentaires soit établie à toutes les étapes de la production, de la transformation et de la distribution. L'exploitant doit disposer d'un **système de traçabilité interne** et de **procédures associées**.

Avant la réalisation du contrôle sur site de la mise en œuvre de la traçabilité, il est indispensable que l'inspecteur examine attentivement la (ou les) procédure(s) de traçabilité figurant dans le plan de maîtrise sanitaire de l'abattoir concerné par le contrôle, ainsi que les instructions, fiches de poste et documents d'enregistrement liés.

Ces documents, prévus à l'annexe 3 point 3.3 de la note de service DGAL/SDSSA 2007-8013 du 11 janvier 2007 portant sur l'entrée en application de l'arrêté du 8 juin 2006 relatif à l'agrément des établissements mettant sur le marché des produits d'origine animale ou des denrées contenant des produits d'origine animale publié au JORF du 8 août 2006 qui donne les pièces constitutives d'un dossier d'agrément, doivent fournir une description complète du système de traçabilité interne depuis l'introduction de l'animal vivant jusqu'à la pesée fiscale de la carcasse (y compris les abats sur chaîne et le cuir). Ils doivent également expliciter la gestion des anomalies ainsi que les éléments de la vérification mise en place par l'exploitant afin de s'assurer de la fiabilité constante de son système.

Cette phase préliminaire est en effet indispensable pour conduire la suite du contrôle de manière avertie car elle permet d'identifier les étapes de « traçabilité » clés sur lesquelles porteront spécifiquement les contrôles de terrain, et notamment de comprendre les modalités d'attribution par l'exploitant, selon des règles qui lui sont propres, du ou des numéros interne(s) de traçabilité.

Le décret n°99-260 du 2 avril 1999 relatif à l'étiquetage et à la traçabilité des viandes bovines stipule, dans son 1^{er} article, que « les carcasses, demi-carcasses, quartiers et découpes de gros avec os, issus de bovins abattus en France, sont marqués d'un identifiant à l'encre alimentaire indélébile, ou par tout autre moyen agréé par arrêté conjoint du ministre chargé de la consommation et du ministre chargé de l'agriculture ». **Il importe donc qu'un numéro soit apposé sur chaque carcasse de manière indélébile avec de l'encre alimentaire et antérieurement au retrait des marques auriculaires.** Ce numéro est de manière courante appelé « numéro de tuerie ». Il doit être individuel et unique sur une période telle qu'aucune possibilité de doublon ne puisse être constatée sur un même site jusqu'à expédition des viandes. De plus, il doit obligatoirement, via le contrôle d'identification, être relié au système d'identification et d'enregistrement des bovins défini par le règlement (CE) n°1760/2000 susvisé.

Cependant, il est à souligner que la prise en charge de la traçabilité par l'exploitant, débute à l'introduction à l'abattoir de l'animal vivant, et c'est donc dès cette phase au minimum, qu'il doit mettre en place son propre système de traçabilité. Ainsi, il est fortement souhaitable qu'un numéro interne de traçabilité soit affecté à l'animal vivant en respectant les mêmes conditions que celui utilisé pour la carcasse, c'est à dire le principe de l'unicité sur une période donnée, et le lien, via le contrôle d'identification, au système d'identification et d'enregistrement des bovins du pays d'origine. Ce numéro est généralement appelé « numéro de bouverie ». Afin d'assurer la continuité du système de traçabilité, le lien avec le « numéro de tuerie » doit être défini.

Toutes les opérations relatives à l'animal (y compris le contrôle d'identification) seront donc rattachées à ces numéros internes, qui constituent le socle de la traçabilité interne et le support des enregistrements.

Le choix du système de traçabilité interne est du ressort de l'exploitant, du moment qu'il prend en charge celle-ci à toutes les phases de la production (animal vivant, carcasse, abats, cuir). Pour autant, par souci de simplification, il est souhaitable que l'exploitant, dans le cadre de sa réflexion sur l'élaboration de son système, choisisse un seul numéro de traçabilité interne, avec apposition sur l'animal vivant et sur la carcasse, de ce numéro unique ou tout au moins de ses derniers chiffres. Ce choix permet d'assurer une traçabilité optimale puisqu'il constitue un support unique vers lequel pointent toutes les autres données de traçabilité générées au cours du process (numéro d'identification national, numéro d'ordre d'abattage, numéro de séquence, numéro individuel du cuir, numéro de lot des abats, etc...) De plus,

ce numéro unique constitue la clé primaire, lorsqu'il existe une application informatique de gestion des informations relatives au flux de production au sein de l'établissement. L'existence de ce numéro unique permet également d'envisager des échanges de données entre différents systèmes d'information dans un éventuel contexte national de dialogues entre systèmes ou bases de données.

Les principales « étapes clé » de traçabilité qui doivent être décrites dans le plan de maîtrise sanitaire sont les suivantes :

1. la réalisation du contrôle d'identification sur l'animal vivant : Son objectif est de permettre d'une part de s'assurer, avant l'abattage de tout animal, de la conformité de son identification et d'autre part de la cohérence des informations figurant sur les documents (âge, sexe, type racial) avec ledit animal, conformément à l'article 39 de l'arrêté ministériel du 9 mai 2006 relatif aux modalités de réalisation de l'identification du cheptel bovin. Elle se décompose en plusieurs opérations : le contrôle physique d'identification, avec lecture des deux marques auriculaires, le contrôle documentaire, l'enregistrement des informations du passeport, la gestion des anomalies d'identification et les enregistrements associés, les procédures de signalement systématique des anomalies d'identification aux services d'inspection de l'abattoir et des cas d'absence d'identification. C'est à ce stade que doit être attribué et apposé un numéro de traçabilité interne sur l'animal vivant.

2. la lecture de la seconde marque auriculaire en cas de non réalisation de cette opération sur l'animal vivant lors de l'étape 1, le système doit prévoir que cette seconde oreille soit lue avant l'apposition à l'encre du numéro de carcasse (étape 5).

3. sur chaîne : le contrôle de correspondance entre le numéro d'identification national lu sur la marque auriculaire et les données enregistrées (numéro d'identification national, numéro de traçabilité interne sur carcasse, numéro de carcasse) disponibles sur la chaîne. Il s'agit d'un second contrôle d'identification réalisé sur l'animal abattu et portant sur une comparaison entre le numéro lu sur la marque auriculaire et les données enregistrées à l'introduction. Ce contrôle de correspondance doit impérativement être fait avant l'apposition du numéro de carcasse à l'encre, même s'il est suivi d'un contrôle complémentaire au poste de pesée fiscale. (Cette étape peut inclure l'étape 2).

4. le lien entre les numéros apposés sur l'animal vivant et sur la carcasse (à l'encre) dans le cas où ils sont différents. Ce lien doit être établi et disponible.

5. l'apposition du numéro carcasse à l'encre alimentaire sur chaque quartier de la carcasse (étape parfois répartie sur plusieurs postes et donc réalisée par plusieurs opérateurs).

6. l'identification des abats (individuelle ou par train d'abats) permettant une correspondance fiable avec la carcasse de provenance : seule l'apposition d'un repérage physique au moment de la séparation des abats est à même de garantir la fiabilité de cette correspondance jusqu'à la fin de l'inspection *post mortem*. Pour tout autre procédé, l'exploitant doit apporter la preuve de la maîtrise. De plus, les règles d'allotement et de repérage pour les abats et les coproduits après l'inspection *post mortem* doivent être définies afin de permettre la mise en œuvre, le cas échéant, des mesures de retrait-rappel.

7. l'enregistrement informatique des données de pesée et l'archivage des passeports :

Respect par l'exploitant de l'abattoir des obligations prévues dans l'accord interprofessionnel étendu du 5 avril 2007 qui prévoit, pour chaque bovin abattu, l'enregistrement d'un certain nombre d'informations devant figurer sur le document de pesée et la bande de contrôle (annexe IV).

Il conviendra également de vérifier les modalités de transfert des passeports par l'exploitant de l'abattoir aux services vétérinaires pour archivage (Note de service DGAL/SDSPA/N2008-8280 du 04 novembre 2008).

8. Devenir des marques auriculaires des bovins abattus : l'agrément délivré aux marques auriculaires utilisées pour l'identification des bovins permet de garantir la non réutilisation des marques agréées. En conséquence de quoi, il n'est donc plus exigé qu'une opération de dénaturation spécifique des marques auriculaires soit réalisée sur site pour empêcher toute réutilisation.

Les modalités de destruction des marques auriculaires des animaux abattus après collecte relèvent de la réglementation relative à l'inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et sont exclues du champ du présent contrôle officiel.

Cas particulier :

Dans le cas des abattoirs non équipés en secteur vif d'un système informatique permettant l'enregistrement des données à l'introduction de l'animal, les étapes de traçabilité concernant les enregistrements décrites aux points 3 et 7 peuvent être réalisées au poste de pesée fiscale. Les marques auriculaires doivent dans ce cas rester présentes sur la carcasse jusqu'à ce poste.

Les résultats du contrôle des procédures effectué par le vétérinaire officiel sont enregistrés sur la mini-grille jointe en annexe I (item G08). Un guide d'évaluation pour les différents constats relevés est disponible dans le référentiel métier.

II – Le contrôle de l'application des procédures liées à la traçabilité

Le contrôle sur site, vise ensuite à vérifier l'effectivité et l'efficacité de l'application des procédures de traçabilité. Il portera d'une part sur l'animal vivant (étape 1) et d'autre part sur la chaîne d'abattage (étapes 2 à 7).

A la réalisation de chacune des étapes décrites dans le chapitre précédent, l'observation portera sur un certain nombre d'animaux (N) afin de détecter raisonnablement les risques d'erreurs. Ce nombre N dépend donc du volume total abattu. Les chiffres indiqués au tableau suivant seront *a minima* respectés :

Nombre moyen de bovins abattus par jour	Nombre minimal de bovins à contrôler aux différentes étapes	Observations
0 - 5	N = 5	Le contrôle pourra porter sur plusieurs jours d'abattage afin d'atteindre les objectifs chiffrés.
6 - 50	N = 10	
51 - 100	N = 15	
101- 200	N = 20	
201-500	N = 30	
Plus de 500	N = 40	

La mini-grille jointe en annexe II est le support des constats relatifs à l'application par l'exploitant de son système de traçabilité, elle vient alimenter l'évaluation de l'item E13 de la grille nationale animaux de boucherie. Un guide d'évaluation pour les différents constats relevés est disponible dans le référentiel métier.

Lorsque cela est précisé dans la mini-grille, les constats sont transcrits en précisant le rapport entre le nombre d'animaux ou de carcasses pour lesquels le contrôle est non satisfaisant (NS) et le nombre d'animaux ou de carcasses contrôlés (N) sous la forme du rapport NS/N, N devant être systématiquement renseigné.

Cette façon de procéder permettra à l'inspecteur d'objectiver et de pondérer ensuite l'importance d'une non-conformité observée.

A. Mise en œuvre de la traçabilité par l'exploitant sur l'animal vivant

Il est rappelé que les exigences réglementaires en matière d'enregistrement des décisions prises suite à l'inspection *ante mortem*, prévues au règlement (CE) n°854/2004 nécessitent des données fiables sur le relevé d'identification des animaux concernés.

L'exploitant veillera à ce que le contrôle d'identification se fasse à la fois :

- le plus rapidement possible après l'introduction de l'animal en bouverie,
- et le plus en amont possible de l'étape d'assomage.

Ainsi, pour une réalisation optimale du contrôle de l'identification, les conditions suivantes doivent être respectées :

- La tête de l'animal est suffisamment immobilisée (passage dans un piège de contention) pour permettre la lecture des deux marques auriculaires correctement (lecture exhaustive des lettres et chiffres) et sans risque pour l'opérateur.

- La lecture se fait sur les deux oreilles. Si les conditions pratiques ne permettent pas une lecture sur les deux oreilles au moment du contrôle d'identification, la lecture systématique de la seconde oreille doit impérativement être prévue lors d'une étape ultérieure (éventuellement à l'assomage ou sur la chaîne). La lecture peut se faire sur une seule oreille dans le cas d'un animal identifié électroniquement.

- La lecture des marques auriculaires de l'animal se fait dans la mesure du possible en aveugle (pas de passeport sous les yeux), soit en relevant manuellement les lettres et chiffres lus, soit en les notifiant oralement à un autre opérateur qui détient le passeport, soit en les saisissant informatiquement sur un clavier ou par lecture optique. Le contrôle de correspondance avec le passeport est indépendant de la lecture et se fait donc seulement dans un second temps (même si l'informatisation permet de le faire en quasi simultanéité) soit directement sur le passeport ou soit sur les données préalablement enregistrées du passeport.

- L'attribution du ou des numéro(s) de traçabilité interne est, suivant les cas, soit générée à l'enregistrement du passeport dès l'arrivée de l'animal ou parfois même dès l'annonce de l'animal (avant arrivée), soit générée par le bouvier. Dans tous les cas il s'agit bien de numéro(s) unique(s), il(s) ne peut (peuvent) être attribué(s) qu'une seule et unique fois dans un même lieu d'abattage et pour une période donnée : il s'agit le plus souvent de numéro(s) d'ordre rattaché(s) à l'année ou au mois en cours, ou à un code abattoir. Il conviendra donc de vérifier leurs modalités d'enregistrement afin de s'assurer qu'il ne puisse pas y avoir création de doublons. Si plusieurs numéros internes de traçabilité sont attribués à un même animal, les liens entre ces numéros doivent être parfaitement identifiables et sans équivoque.

- L'apposition physique du numéro de traçabilité interne sur l'animal vivant (éventuellement appelé numéro de « bouverie ») doit se faire le plus tôt possible après son introduction : ceci se fait le plus souvent au moment du contrôle d'identification par le biais d'une étiquette ou tout autre moyen (crayon marqueur, bombe colorée...) sur l'oreille, les flancs ou la croupe (quel que soit ce moyen il doit être suffisamment performant pour qu'il ne se perde pas ou ne s'efface pas pendant la phase d'attente en bouverie). En tout état de cause, une fois attribué et apposé, il ne doit plus être modifié : toute anomalie d'identification détectée sera donc reliée à ce numéro interne attribué à l'animal vivant. Les pratiques qui consistent lors d'anomalies d'identification à attendre la régularisation avant d'attribuer un numéro de traçabilité interne ou à changer celui-ci pour des commodités physiques ou informatiques sont à proscrire car elles ne sont pas en accord avec les exigences de traçabilité. **L'attribution d'un numéro de traçabilité interne n'équivaut en rien en une validation d'une anomalie d'identification** ; ce numéro permet de tracer le devenir de l'animal au sein de l'abattoir y compris si la destination finale est l'équarrissage. Dans l'hypothèse d'une gestion d'anomalie d'identification, la régularisation se fera en gardant ce numéro de traçabilité interne.

Enfin il est rappelé que le contrôle d'identification inclut le contrôle de cohérence des informations figurant sur le passeport et sur l'animal et relatives au sexe, type racial et âge apparent.

B. Mise en œuvre de la traçabilité par l'exploitant sur la chaîne d'abattage

1 : L'apposition du numéro de carcasse à l'encre alimentaire :

L'inspecteur veillera à :

- proscrire l'utilisation du marquage manuel au crayon qui entraîne de fréquentes confusions dans la lecture des chiffres (préconiser l'utilisation de tampons encreurs),
- s'assurer de la lisibilité des chiffres aux différents endroits où est apposé le numéro de carcasse,
- s'assurer que l'apposition du numéro de carcasse est réalisée avant le retrait des oreilles, notamment lorsque les deux opérations sont effectuées au poste de l'arrache cuir (proscrire la pratique qui consiste à effectuer d'abord l'arrachage total du cuir incluant les oreilles et ensuite seulement l'apposition de l'identifiant, même si ces deux opérations sont réalisées au même poste et par le même opérateur),
- préconiser l'apposition du numéro carcasse sur les différentes parties de la carcasse par un seul opérateur.

Remarque : L'application sur la carcasse d'une étiquette reprenant les indications de traçabilité ne se substitue pas à l'obligation de marquage à l'encre alimentaire.

2 : Cas particulier du retrait des oreilles avant la pesée fiscale.

Il n'existe aucune réglementation imposant la présence des oreilles de bovins au poste de pesée fiscale. L'arrêté interministériel du 26 décembre 2000 modifié relatif à la pesée et à la présentation des carcasses de bovins prévoit, dans son article 2 : la pesée de la carcasse, défalcation faite de la tête. Les oreilles peuvent donc être retirées avant la pesée fiscale. Par ailleurs, l'accord interprofessionnel sur la pesée des carcasses du 20 juillet 1978 prévoit la possibilité de déduire du poids de la carcasse 500 g par demi-carcasse dans le cas où l'oreille est maintenue attenante lors de la pesée.

Certains opérateurs souhaitent pouvoir retirer les oreilles des bovins dès la fin de la dépouille afin d'améliorer l'hygiène du process d'abattage en évitant la présence d'oreilles non dépouillées potentiellement souillées en aval de la chaîne d'abattage et au contact des carcasses. Les oreilles sont en effet le plus souvent maintenues attenantes à la carcasse jusqu'au poste de pesée et constituent, même lorsqu'elles sont protégées par des sachets plastiques, une source potentielle de contamination.

Il conviendra donc, préalablement à la mise en place du retrait précoce des oreilles, d'une part qu'un contrôle de traçabilité complet tel que décrit dans la présente note (examen des procédures y compris celles relevant de la vérification et de la bonne application des procédures sur site) ait été conduit par le vétérinaire officiel et que les résultats obtenus soient satisfaisants (procédure jugée conforme – A ou B - pour les deux mini-grilles).

En particulier, l'inspecteur s'attachera à contrôler :

- que le second contrôle d'identification basé sur la lecture du numéro national unique sur la marque auriculaire (étape 3) soit effectué sur la chaîne par l'exploitant avant le retrait des oreilles (en aucun cas, par exemple, un contrôle fait par les services vétérinaires au poste de prélèvement de l'obex ne peut le remplacer). Ce contrôle des services vétérinaires est un contrôle de 2nd niveau non systématique.
- que l'apposition du numéro de carcasse soit réalisée antérieurement au retrait des oreilles, de manière très lisible et indélébile avec de l'encre alimentaire et sans sources d'erreurs possibles.

Dans le cas particulier d'un bovin reconnu non identifié auquel est appliqué la procédure de l'article L221-4 du Code Rural et de la pêche maritime, les oreilles doivent rester attenantes à la carcasse jusqu'à l'expiration du délai de deux jours francs après le prononcé de la saisie de la carcasse.

Remarque : Lorsque le procédé d'habillage prévoit le retrait des oreilles par l'arrache cuir, s'il n'y a pas eu de traçage préalable au niveau des paupières, cela génère un risque d'arrachage des yeux qui peuvent se retrouver accrochés au cuir (qui dans ce cas devient un sous produit animal de catégorie1).

III. L'enquête relative à la prime à l'abattage (PAB)

Pour les années 2009 et 2010, il vous avait été demandé d'intégrer dans les contrôles traçabilité réalisés en abattoir de bovins, le volet relatif aux contrôles « a priori » réalisés antérieurement par l'Office de l'Elevage et confiés à la DGAL pour le compte de l'Agence de Service et de Paiement.

Compte tenu de la mise en œuvre du bilan de santé de la PAC, qui a fait disparaître la prime à l'abattage en 2010 (hors DOM), l'enquête relative à la prime à l'abattage (PAB) confiée aux DD(CS)PP pour le compte de l'Agence de Services et de Paiement n'est plus à réaliser.

IV- Contrôle de la notification des mouvements des animaux à la BDNI

Les exploitants d'abattoir doivent procéder à la notification des abattages de tous les bovins ainsi que des animaux morts dans l'enceinte de l'abattoir avant leur abattage (trouvé mort au déchargement ou euthanasié à l'abattoir) à la BDNI au plus tard dans les 7 jours suivant leur abattage ou leur mort, via Normabev.

L'article 39 de l'arrêté du 9 mai 2006 relatif aux modalités de réalisation de l'identification du cheptel bovin précise les informations obligatoires qui doivent être transmises selon un protocole défini dans le cahier des charges d'interface entre la BDNI et Normabev à savoir :

- le numéro d'identification comportant le code pays, qu'il soit originaire ou en provenance du territoire français, d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un pays tiers ;
- pour tout animal en provenance d'une exploitation d'élevage située sur le territoire français, le numéro de cette exploitation figurant sur le passeport ou celle figurant sur l'attestation sanitaire à déclaration anticipée (ASDA) ou le laissez-passer sanitaire ;
- la date d'abattage ou de la mort ;
- l'identification de l'abattoir (numéro d'agrément sanitaire).

Un accès à la BDNI suivant le lien : <http://sri.national.agri/suivi-acteurs/> est possible pour chaque DD(CS)PP via un nom d'utilisateur et un mot de passe qui lui sont attribués. La visualisation des bovins notifiés à la BDNI par abattoir est possible sur ce site (onglet « abattoirs ») et des statistiques sont également disponibles. Les résultats des notifications d'abattage sont consolidés deux fois par mois, les lundis suivant les 1^{er} et 3^{ème} mercredis de chaque mois.

Préalablement au contrôle sur place, il vous est demandé de consulter le délai moyen de mise à disposition en BDNI des abattages concernant chacun des abattoirs. Ce délai moyen est consultable sur l'intranet des systèmes d'information de l'alimentation ([Accueil](#) > [Domaines](#) > [Identification et traçabilité animale](#) > [Valorisation des données BDNI](#) > Comptages et analyses), l'accès direct se fait par le lien suivant http://intranet.dgal.bmosia.agri/rubrique.php3?id_rubrique=117. Il vous est également possible de contacter directement Normabev afin de faire un point des difficultés qu'il est susceptible de rencontrer avec l'abattoir objet du contrôle.

Lors du contrôle sur place, il conviendra de vérifier :

- que les notifications sont faites,
- que le numéro d'agrément sanitaire utilisé par l'abattoir pour la notification est bien le numéro d'agrément sanitaire attribué à l'abattoir et que ce numéro est conforme à celui qui est enregistré dans SIGAL. En effet, il importe que le numéro d'autorisation enregistré dans SIGAL et le numéro d'agrément de l'abattoir soient les mêmes afin que les listes d'établissements agréés puissent être rigoureusement tenues à jour. En cas de besoin, vous veillerez à obtenir la régularisation sur ce point dans des délais courts,
- le délai de notification, notamment lorsque l'enregistrement des notifications en BDNI est défaillant ou lorsque le délai moyen de mise à disposition en BDNI observé avant le contrôle est supérieur à 7 jours ; il vous incombe de vérifier auprès de l'exploitant les raisons de cette carence ; vous calculerez un délai moyen de notification en réalisant un contrôle par sondage sur 20 lignes minimum sur au moins deux mois ;

- la mise en œuvre des corrections demandées par Normabev suite à des anomalies constatées lors des contrôles de cohérence réalisés entre Normabev et la BDNI ;

Les résultats du contrôle de la notification à la BDNI sont à renseigner dans la grille E13.

Le fait de contrevenir aux règles de notification des mouvements par le détenteur de bovin est passible d'une amende de troisième classe (article R215-11 du code rural et de la pêche maritime).

V. Création d'une nomenclature des anomalies d'identification relevées à l'abattoir

Une liste nationale d'anomalies d'identification dont le détail figure à l'annexe III est à utiliser désormais pour qualifier les anomalies relevées à l'abattoir. Le personnel de l'abattoir chargé des différentes étapes du contrôle d'identification des bovins devra être formé à son utilisation et vous apporterez votre concours localement si nécessaire afin que l'utilisation de cette liste soit la plus rapide possible.

Si plusieurs anomalies sont relevées sur un même animal au cours du contrôle documentaire et physique de l'identification, elles doivent toutes faire l'objet d'un enregistrement par l'exploitant.

Cette nomenclature doit permettre de recenser les anomalies d'identification relevées en abattoir de manière harmonisée afin d'établir des statistiques nationales exploitables.

VI. Mise en œuvre des contrôles au titre de la note de service DGAL/SDSPA/N2011-8070 du 22 mars 2011

Les abattoirs sont sortis du champ du contrôle sur place de l'identification dans les exploitations autres que les élevages sauf si le DD(CS)PP évalue nécessaire l'organisation d'une telle inspection.

Il est demandé de renseigner obligatoirement les descripteurs associés à la mini grille E13. Ces descripteurs permettent d'enregistrer des données chiffrées concernant les anomalies d'identification rencontrées rapportées au nombre de bovins de plus de 8 mois abattus sur une période donnée maximale de 1 an.

Ces descripteurs concernent donc :

- la période prise en compte :

du 1^{er} janvier de l'année N au 31 décembre de l'année N si le contrôle est programmé en début d'année N+1

ou du 1^{er} janvier de l'année N à la date de réalisation du contrôle de traçabilité, si le contrôle est programmé avant la fin de l'année N

- le nombre de bovins de plus de 8 mois abattus durant la période prise en compte

- le nombre d'anomalies d'identification déclinées par type d'anomalie, enregistrées au cours de la période considérée.

VII. Modalités d'enregistrement dans SIGAL

Toute inspection devra faire l'objet de l'enregistrement d'une intervention dans SIGAL au niveau de l'atelier. Les ~~deux~~ interventions liées au contrôle officiel de traçabilité sont enregistrées dans **les plans prévisionnels suivants** :

- Inspection thématique en abattoir (SSA2_THE)
- Suivi des non-conformité en abattoir (SSA2_ANC)

Au sein de ces plans prévisionnels sont proposées pour la saisie de ces interventions deux interventions modèles (« Contrôle de la mise en œuvre des procédures de la traça bovine » et « Contrôle des procédures de traçabilité bovine ») permettant la saisie des mini-grilles G08 et E13 et des

descripteurs obligatoires associés présentés ci-dessus. L'acte de référence à utiliser pour ces interventions est « Inspection atelier au titre de la sécurité sanitaire des aliments » (IHA).

Les deux actes de référence (contrôle des procédures de traçabilité et contrôle de la mise en oeuvre des procédures de traçabilité) spécialement créés dans le sous dossier « abattoirs d'animaux de boucherie » du programme de référence SPR16 (terrain) sont désormais obsolètes.

~~Les mini-grilles G08 et E13 sont désormais disponibles sur SIGAL et permettent ainsi l'édition des rapports d'inspection correspondants.~~

~~Les descripteurs obligatoires présentés ci-dessus ne sont rattachés qu'à l'acte de référence « contrôle de la mise en oeuvre des procédures de traçabilité » associé à la mini-grille E13.~~